



PLFSS 2026 : À la veille des ultimes débats parlementaires : le budget de la Sécurité sociale doit financer les établissements à leurs justes coûts

Paris, le 8 décembre 2025

Samedi, le Premier ministre Sébastien Lecornu a annoncé que « mardi se tiendra encore un dernier débat crucial : le budget de nos hôpitaux. Le gouvernement fera une dernière proposition, transparente et responsable ».

Les fédérations hospitalières prennent acte de cet engagement et lui font confiance pour présenter une solution à la hauteur des besoins des établissements de santé et médico-sociaux, c'est-à-dire un ONDAM établissement 2026 *a minima* de +3%.

UN PLFFS DOIT ÊTRE ADOPTÉ – LES ÉTABLISSEMENTS NE PEUVENT PAS FONCTIONNER SANS VISIBILITÉ

Pour les hôpitaux, les cliniques, les structures médico-sociales et l'hospitalisation à domicile, **l'adoption d'un budget de la Sécurité sociale est une nécessité absolue.**

Une autre nécessité tout aussi impérieuse s'y ajoute : **que ce budget finance réellement les coûts que les établissements doivent supporter**, dans un contexte de **sous financement historique de l'inflation entre 2022 et 2024**, de **reprise d'activité** et de tensions persistantes sur les ressources humaines.

UN ONDAM ÉTABLISSEMENT DE SANTÉ A +3% - UN MINIMUM VITAL

Les fédérations ont salué la rallonge budgétaire de 850 M€ annoncée pour les établissements de santé. Il serait totalement inimaginable que, pour des raisons de tactiques politiques ou conjoncturelles, cette enveloppe soit retirée lors du vote.

Cette rallonge, si nécessaire soit-elle, **ne permettra pas encore de couvrir les besoins réels du terrain.** Les fédérations rappellent que **le besoin identifié pour 2026 est d'au moins 1,1 milliard d'euros supérieurs à l'ONDAM initial soit**, correspondant à un **ONDAM établissements à +3 %, niveau minimal pour éviter des baisses tarifaires massives et préserver la dynamique de reprise.**

Sans cette rallonge complémentaire, **les tarifs hospitaliers seraient mécaniquement très négatifs**, entraînant une nouvelle contraction de l'offre de soins : ce serait **la pire cure d'austérité depuis les années 2010**, comme l'ont montré nos dernières analyses communes.

UN SOUTIEN INDISPENSABLE AU SECTEUR MÉDICO-SOCIAL

Comme en 2024 et 2025, où un fonds d'urgence de 300 M€ a permis de soutenir les EHPAD les plus fragiles, les fédérations appellent à une nouvelle aide ciblée pour les établissements médico-sociaux.

Le secteur fait face à un déficit structurel, qui compromet :

- La création d'emplois en EHPAD et dans les structures d'accompagnement ;
- Le développement des services en faveur des personnes âgées ou en situation de handicap ;
- La refonte du modèle économique des établissements médico-sociaux.

Entre 2022 et 2024, l'inflation hospitalière n'a été **que partiellement compensée**. Ce sous-financement cumulé atteint **1,8 milliard d'euros** et réduit dangereusement les marges de manœuvre des établissements.

Les fédérations **ont pleinement conscience du déficit de la Sécurité sociale**. Elles rappellent qu'elles portent depuis des années des propositions structurantes visant à améliorer durablement la soutenabilité du système :

- Renforcer la pertinence des soins ;
- Développer la prévention ;
- Transformer certaines organisations au niveau des territoires ;
- S'engager dans une logique de responsabilité populationnelle ;
- Et surtout avancer vers **une visibilité pluriannuelle**, indispensable pour planifier, réformer et investir.

Elles réaffirment leur demande d'une **loi de programmation en santé**, sur le modèle des lois de programmation de la Défense ou de la Justice — seule manière d'ancrer des réformes structurelles dans le temps long.

À la veille du vote, les fédérations FHF, FHP, FEHAP et FNEHAD **appellent les parlementaires à adopter un PLFSS responsable**, garantissant :

- **L'intégration des 850 M€ annoncés ;**
- **Un ONDAM établissement de santé 2026 à +3% ;**
- **Un soutien exceptionnel au secteur médico-social ;**

Un budget de la Sécurité sociale est indispensable.

Un budget qui finance réellement les besoins du terrain l'est tout autant.